



Strasbourg le 19 novembre 2015

Monsieur le Président du CTL

Les élus de Solidaires Finances Publiques ont longuement hésité à se rendre au CTL du 19 novembre 2015 consacré à la réforme territoriale.

Nous avons deux types de préoccupation:

- d'une part le contexte global national de simulacre de dialogue social:

PPCR passé en force, CTM de deux heures, juste pour laisser le temps aux ministres de faire leur discours démagogique, inquiétudes croissantes sur le devenir des missions et des personnels de la DGFIP.

- d'autre part le contexte particulier de la réforme territoriale:

Bien que la ministre de la décentralisation et de la fonction publique ait assuré qu'il n'y aurait pas de mobilité forcée, de nombreux fonctionnaires se trouvent contraints d'accepter les restructurations décidées sans concertation réelle au plus haut niveau.

Les directives de la ministre prônent des réunions conjointes des instances de dialogue social à savoir les CT et les CHSCT.

Nous avons accepté la première fois que cette réunion, qui devait être conjointe, soit en réalité simultanée. Pour autant ce contournement de la préconisation ne saurait être érigé en système. En effet alors que les trois DRFIP actuelles sont concernées, comment imaginer qu'une concertation globale soit possible sans mettre en présence tous les acteurs?

La vérité est que l'administration elle-même constate les incohérences du système qu'elle défend, hésitant à engager une énergie précieuse et des frais importants, en réunissant des instances réellement conjointes.

Ce ne sont ni les citoyens, ni les agents qui ont souhaité la création de cette grande région. Que ses instigateurs en assument les conséquences, même si elles conduisent à déplacer en un point de la future grande région à définir, deux CTL et deux CHSCT.

Quant au contenu de ce CTL, comment imaginer que nous allons y trouver des réponses pérennes alors que tous savent que des décisions politiques seront prises après le 13 décembre?

Les élus de Solidaires Finances Publiques tiennent à vous rappeler nos revendications déjà exprimées lors du premier CTL sur la réforme territoriale:

Les agents des Finances Publiques des trois DRFIP ne doivent pas rester dans l'incertitude de leur avenir.

Solidaires Finances Publiques exige une prise en charge précoce et personnalisée des collègues qui sont directement concernés par les restructurations à venir.

Solidaires Finances Publiques exige que les CHSCT de chaque département soient consultés préalablement, quant à l'impact de cette réforme sur les conditions de vie au travail.

